



AVIS D'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (AMI) N° 015 /AMI/MINADER/PADFA II/RAF/RPM/2024 DU 25 MARS 2024 RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT (FIRME) POUR LA MAITRISE D'ŒUVRE TOTALE (ÉTUDES TECHNIQUES DÉTAILLÉES ET SUIVI/CONTRÔLE DES TRAVAUX) POUR L'INSTALLATION DE 8 UNITÉS DE TRANSFORMATION DU RIZ POUR LE COMPTE DU PADFA II.

Le Gouvernement du Cameroun a obtenu du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) un financement destiné à couvrir le coût du Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles Phase II (PADFA II) et envisage d'en faire partiellement usage pour s'adjoindre des services de conseil.

L'utilisation de fonds du FIDA est soumise à l'approbation de ce dernier, selon les modalités et conditions que prévoit l'accord de financement et conformément aux règles, politiques et procédures du FIDA. Le FIDA et ses représentants, mandataires et fonctionnaires sont dégagés de toute responsabilité concernant les actions en justice, procédures, réclamations, demandes, pertes et obligations en tout genre et de toute nature qu'une quelconque partie invoquerait dans le cadre du PADFA II.

*Les services de conseil comprennent l'étude technique et le suivi-contrôle pour l'installation de huit (08) unités modernes de transformation du paddy en riz blanc, comprenant la mise en place différenciée de lignes de gestion/valorisation des co-produits (transformation du son de riz en aliments de complément ou aliments de bétails, transformation des balles de riz en briquettes combustibles) dans chacune des 8 unités modernes de façon à optimiser la préservation de l'environnement ainsi que l'installation d'une ligne d'étuvage du riz au sein de 3 de ces unités modernes susceptibles d'approvisionner le marché en riz étuvé de haute qualité marchande et nutritionnelle.*

*La mission qui prend effet à compter de la date de notification du contrat couvrira une période de cent vingt (120) Homme-Jours comprenant la préparation, la rédaction, et la soumission des rapports d'étapes, des documents provisoires ainsi que la tenue des ateliers de validation. Le suivi-contrôle sera effectué au moment de l'installation de huit (08) unités de transformation du paddy en riz blanc.*

Le PADFA II invite à présent les sociétés de conseil admissibles (les "sociétés de conseil") à manifester leur intérêt pour la fourniture des services en question. Les sociétés de conseil intéressées sont tenues de donner des informations attestant qu'elles possèdent les qualifications requises et l'expérience nécessaire en la matière pour dispenser ces services et de l'envoyer à l'adresse indiquée ci-dessous.

Nous attirons l'attention des sociétés de conseil intéressées sur la Politique du FIDA en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et sur la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans ses activités et opérations. Cette dernière énonce les dispositions arrêtées par le FIDA concernant les pratiques répréhensibles. Le FIDA s'efforce par ailleurs de faire en sorte que ses activités et opérations se déroulent dans un environnement de travail sain, à l'abri de tout harcèlement, notamment sexuel, et de toute exploitation ou atteinte sexuelle, comme le précise sa Politique en matière de prévention et répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles.

La société de conseil ne peut être en situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel. Toute société de conseil qui serait en pareille situation sera écartée, sauf approbation expresse du Fonds. Un conflit d'intérêt est présumé exister dès lors qu'une société de conseil, les membres de son personnel ou les sociétés qui lui sont affiliées a) entretiennent des relations qui leur permettent d'avoir indûment connaissance d'informations non divulguées concernant ou affectant le processus de sélection et l'exécution du marché, b) répondent à plusieurs appels à manifestation d'intérêt dans le cadre de la présente procédure de passation de marchés, c) ont des liens professionnels ou familiaux avec un membre du conseil de direction de l'acheteur ou du personnel de ce dernier, avec le Fonds ou ses agents, ou avec quiconque a pris ou pourrait raisonnablement prendre part, directement ou indirectement, à i) l'établissement du présent appel à manifestation d'intérêt, ii) au processus de sélection pour le marché concerné, ou iii) à l'exécution de ce dernier. Les sociétés de conseil sont en permanence tenues de faire état de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel qui apparaîtrait lors de l'établissement de la manifestation d'intérêt, du processus de sélection ou de l'exécution du marché. La non-divulgaration de telles situations peut notamment entraîner l'exclusion de la société de conseil, la résiliation du marché ou toute autre mesure appropriée en application de la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations.

Les sociétés de conseil seront sélectionnées selon la méthode de Sélection Fondée sur la Qualité (SFQ), expliquée dans le guide pratique de passation des marchés consultable sur le site web du FIDA, à l'adresse suivante: <https://www.ifad.org/fr/project-procurement>.

Les critères de présélection sont les suivants :

**CRITÈRES ESSENTIELS :**

(i) Expériences générales du consultant	30 points
Nombre d'années d'existence (05 points)	
Nombre d'années d'expérience dans la réalisation d'études techniques/ de faisabilité (15 points)	
Expérience dans la zone/région du projet (10 points)	
(ii) Expériences spécifiques du consultant	60 points
Expérience dans la réalisation des études de faisabilité/techniques dans le secteur agricole (25 pts)	
Expérience dans la réalisation des études d'installation des unités de transformation de produits agricoles (25 pts)	
Expérience dans des études de faisabilité/installation des unités de transformation du riz (10 pts)	
(iii) Disponibilité du personnel qualifié	10 points
Capacité du consultant à disposer d'une équipe pluridisciplinaire pour une meilleure exécution de la mission (10 pts)	

**LES CRITÈRES ÉLIMINATOIRES :**

- Absence de formulaire FIDA d'auto-certification pour service de consultant (daté, paraphé et signé par le soumissionnaire) ;
  - Score technique minimum requis après l'évaluation des Manifestations d'Intérêt pour être qualifié à l'étape suivante est de 80 points sur 100 ;
  - Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées.
- Des sociétés de conseil peuvent constituer entre elles des associations sous la forme d'une co-entreprise ou d'un cabinet proposant des activités de conseil en sous-traitance afin d'être mieux qualifiées.

**LE CONTENU DES MANIFESTATIONS D'INTERET (MI) :**

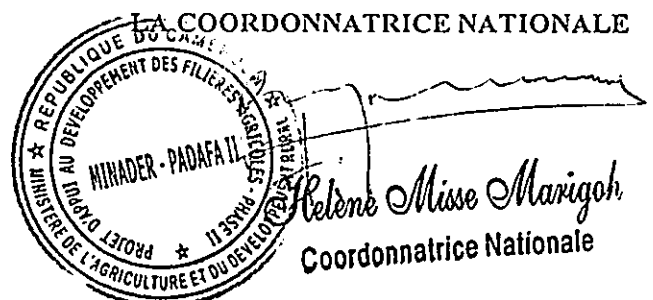
La Coordinatrice Nationale du PADFA II invite les Consultant-firmes ou Groupement de consultants ayant des qualifications requises à manifester leur intérêt pour la réalisation des services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations :

- Une lettre de manifestation/motivation du consultant adressée à la Coordinatrice Nationale du PADFA II ;
- Les références dans les missions similaires du consultant/firme ou du groupement de consultants (copies premières pages, pages de signature et pages d'enregistrement des contrats similaires);
- Les expériences du consultant/firme.
- Formulaire FIDA d'auto-certification pour service de consultant (daté, paraphé et signé par le soumissionnaire) / téléchargeable sur le site internet du PADFA II ou à retirer à la cellule de passation des marchés du PADFA II.

Les Manifestations d'Intérêt doivent être remises sous forme écrite rédigées en français ou anglais en sept exemplaires, dont un original et six copies marqués comme tel, et une version scannée desdites Manifestations sur une clé USB. Elles devront être soumises à l'adresse ci-après : Unité de Coordination et de Gestion du Projet (UCGP) du PADFA II, sise à Yaoundé, au quartier Bastos, derrière l'Ambassade de Chine. Téléphone : +237 699 61 19 28/ 237 692 55 66 27. Email [padfacameroun@padfa.net](mailto:padfacameroun@padfa.net); Cellule de Passation des Marchés ; Le 1.6.AVR.2024...à 15 heures au plus tard. À l'attention de : Mme la Coordinatrice Nationale du PADFA II. Elles devront porter la mention :

« Recrutement d'un consultant (firme) pour la maîtrise d'œuvre totale (études techniques détaillées et suivi/contrôle des travaux) pour l'installation de 8 unités de transformation du riz pour le compte du PADFA II »

LA COORDONNATRICE NATIONALE



*Hélène Misse Marigoh*  
Coordinatrice Nationale

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail - Patrie

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU  
DÉVELOPPEMENT RURAL

PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT  
DES FILIÈRES AGRICOLES PHASE II



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF AGRICULTURE AND RURAL  
DEVELOPMENT

COMMODITY VALUE CHAIN DEVELOPMENT  
SUPPORT PROJECT PHASE II

EXPRESSION OF INTEREST (EI) No 015 /EI/MINADER/PADFA II/FO/PO/2024 OF  
25 MARS 2024 RELATING TO THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT (FIRM) FOR TOTAL  
PROJECT MANAGEMENT (TECHNICAL STUDIES DETAILED DESCRIPTIONS AND  
MONITORING/CONTROL OF WORK) FOR THE INSTALLATION OF 8 RICE PROCESSING UNITS  
ON BEHALF OF PADFA II.

Cameroon Government has obtained funding from the International Fund for Agricultural Development (IFAD) intended to cover the cost of the Commodity Value Chain Development Support Project Phase II (PADFA II) and plans to partially use it to add consulting services.

The use of IFAD funds is subject to IFAD approval, on the terms and conditions set out in the financing agreement and in accordance with IFAD rules, policies and procedures. IFAD and its representatives, agents and officials are exempt from any liability relating to legal actions, proceedings, claims, demands, losses and obligations of any kind and nature that any party may invoke under PADFA II.

*The consulting services include the technical study and monitoring-control for the installation of eight (08) modern units for processing paddy into white rice, including the differentiated implementation of management/valorization lines for co-products ( transformation of rice bran into complementary foods or livestock feed, transformation of rice husks into combustible briquettes) in each of the 8 modern units so as to optimize the preservation of the environment as well as the installation of a line of parboiling of rice within 3 of these modern units capable of supplying the contract with parboiled rice of high marketable and nutritional quality.*

*The mission which takes effect from the date of notification of the contract will cover a period of one hundred and twenty (120) Effective business-Days including the preparation, drafting, and submission of progress reports, provisional documents as well as the holding of validation workshops. Monitoring and control will be carried out at the time of the installation of eight (08) units for processing paddy into white rice.*

PADFA II now invites eligible consulting firms (the "Consulting Firms") to indicate their interest in providing the Services in question. Interested consulting firms are required to provide information certifying that they have the necessary qualifications and relevant experience to provide these services and send it to the address indicated below.

We draw the attention of interested consulting firms to the IFAD Policy on Combating Money Laundering and Countering the Financing of Terrorism and the Revised IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its activities and operations. The latter sets out the provisions adopted by IFAD regarding objectionable practices. IFAD also strives to ensure that its activities and operations take place in a healthy working environment, free from any harassment, including sexual harassment, and any sexual exploitation or abuse, as specified in its Policy on matters of prevention and repression of sexual harassment and sexual exploitation and abuse.

The consulting company cannot be in a situation of real, potential or reasonably perceptible conflict of interest. Any consulting company in such a situation will be excluded, unless expressly approved by the Fund. A conflict of interest is alleged to exist when a consulting firm, its staff members or its affiliates a) have relationships that allow them to have undue knowledge of undisclosed information concerning or affecting the selection process and the execution of the contract, b) respond to several calls for expressions of interest within the framework of this procurement procedure, c) have professional or family ties with a member of the Board of administration of the buyer or the latter's personnel, with the Fund or its agents, or with anyone who has taken or could reasonably take part, directly or indirectly, in i) the establishment of this call for expressions of interest, ii) selection process for the relevant contract, or (iii) the execution of the latter. Consulting companies are permanently required to report any situation of real, potential or reasonably perceptible conflict of interest that appears during the establishment of the expression of interest, the selection process or the execution of the market. Non-disclosure of such situations may in particular result in exclusion from the consulting firm, termination of the contract or any other appropriate measure in accordance with the IFAD Policy on the Prevention of Fraud and Corruption in the context of its activities and operations.

A handwritten signature or mark, possibly a stylized 'R' or 'X', located at the bottom right of the page.

Consulting companies will be selected using the Quality-Based Selection (QBS) method, explained in the practical procurement guide available on the IFAD website at the following address: <https://www.ifad.org/fr/project-procurement>.

Here are the following pre-selection criteria:

**CORE CRITERIA:**

<b>(i) General Experience of the consultant</b>	<b>30 points</b>
Number of years of existence (05 points)	
Number of years of experience in carrying out technical/feasibility studies (15 points)	
Experience in the project area/region (10 points)	
<b>(ii) Specific consultant experience</b>	<b>60 points</b>
Experience in carrying out feasibility/technical studies in farming sector (25 pts)	
Experience in carrying out installation studies for agricultural product processing units (25 pts)	
Experience in feasibility studies/installation of rice processing units (10 pts)	
<b>(iii) Availability of skilled personnel</b>	<b>10 points</b>
Ability of the consultant to have a multidisciplinary team for better execution of the mission (10 pts)	

**ELIMINATORY CRITERIA:**

- Absence of an IFAD self-certification form for consultant services (dated, initialed and signed by the bidder);
- Minimum technical score required after the evaluation of Expressions of Interest to qualify for the next stage is 80 points out of 100;
- Fake declarations, fraudulent maneuvers or forged documents.

Consulting companies may form associations between themselves in the form of a joint venture or a firm offering subcontracting consulting activities in order to be better qualified.

**THE CONTENT OF EXPRESSION OF INTEREST (EI):**

The National Coordinator of PADFA II invites Consultant-firms or Groups of consultants with required qualifications to express their interest in carrying out the services described above. Interested Consultants must provide the following information:

- A letter of intent/motivation from the consultant addressed to the National Coordinator of PADFA II;
- References in similar missions of the consultant/firm or group of consultants (first page copies, signature pages and registration pages of similar contracts);
- The experience of the consultant/firm.
- IFAD self-certification form for consultant service (dated, initialed and signed by the bidder) / to be downloaded from the PADFA II website or to be collected from the PADFA II procurement unit.

Expressions of Interest must be submitted in written form in French or English in seven copies, including one original and six copies marked as such, and a scanned version of said Expressions on a USB key. They must be submitted to the following address: Project Coordination and Management Unit (PCMU) of PADFA II, located in YAOUNDÉ, Bastos, behind the Chinese Embassy. Phone: +237 699 61 19 28/ 237 692 55 66 27. Email padfacameroun@padfa.net; Procurement Unit; On 1.6 AVRIL 2024 at 3 P.M. To the attention of the National Coordinator of PADFA II. They must be marked:

“Recruitment of a consultant (firm) for total project management (detailed technical studies and work monitoring/control) for the installation of 8 rice processing units on behalf of PADFA II”

**NATIONAL COORDINATOR**

*Helene Misse Marigoh*  
**Coordonnatrice Nationale**

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT  
DES FILIERES AGRICOLES – PHASE II

UNITE DE COORDINATION ET DE GESTION DU PROJET



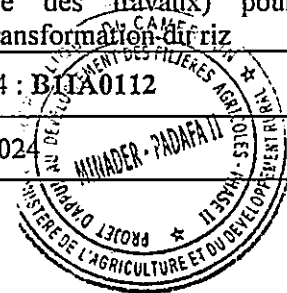
REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF AGRICULTURE AND  
RURAL DEVELOPMENT

COMMODITY VALUE CHAIN DEVELOPMENT  
SUPPORT PROJET – PHASE II

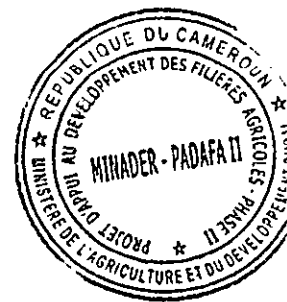
NATIONAL COORDINATION AND MANAGEMENT UNIT

SOURCE DE FINANCEMENT	FIDA et Gouvernement
STRUCTURE DE MISE EN ŒUVRE	Unité de Coordination et de Gestion du Projet (UCGP)
INTITUTE DE L'ACTIVITE DU PTBA	TDR de la maîtrise d'œuvre totale (études techniques détaillées et suivi/contrôle des travaux) pour l'installation de 8 unités de transformation de riz
CODE DE L'ACTIVITÉ	Code PTBA 2024 : B1A0112
PERIODE	Mars 2024



## PRÉAMBULE

Le Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles phase II (PADFA II) est le fruit de la coopération entre l'Etat du Cameroun et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Le PADFA II dont le coût global est estimé à 33,3 milliards de FCFA a pour finalité de contribuer à la réduction de la pauvreté, et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations cibles. Son objectif de développement est d'accroître durablement les revenus et la résilience des exploitations agricoles familiales productrices de riz et d'oignon dans les zones du projet. La cible prioritaire est constituée de petits exploitants pauvres organisés autour de 111 coopératives, et de micro entreprises intervenant en amont et en aval des filières oignon et riz (semenciers, transformateurs, commerçants, fournisseurs d'intrants et de services agricoles). Le nombre total de personnes visées par le projet est estimé à 216 642 personnes, dont 50% de femmes et 30% de jeunes. Le PADFA II compte trois composantes : la composante 1 (Appui à la production) vise à améliorer durablement la production, la productivité et la résilience aux changements climatiques à travers : l'aménagement et le désenclavement des bassins de production par le développement de 2 570 ha de bas-fonds et plaines et la réhabilitation de 25 km de pistes agricoles ; et l'intensification de la production par la mise en place d'un mécanisme durable de développement des filières riz et oignon en vue d'accroître la productivité et la production des petits producteurs. La composante 2 (Appui à la commercialisation, à la structuration des filières et à l'accès à la diversification alimentaire) vise l'amélioration de la compétitivité des produits à travers une meilleure connaissance et pénétration du marché et la valorisation des produits y compris la valorisation locale des produits à haute qualité nutritive. Enfin la composante 3 (Planification, Suivi-Evaluation, Gestion des connaissances et Communication et dialogue sur les politiques) vise à assurer une exécution efficace du Projet. Le PADFA II est mis en œuvre dans quatorze départements répartis dans quatre régions : l'Extrême Nord, le Nord, l'Ouest et le Nord-Ouest. La stratégie d'intervention est principalement axée sur le développement des chaînes de valeurs des filières riz et oignon, avec la consolidation et mise à échelle des acquis de la première phase en capitalisant sur les leçons apprises. Le Projet est mis en œuvre sur six années (2020 à 2026).



## 1. Contexte et justification

Le secteur agricole, porteur de croissance, occupe environ 50% de la population active du Cameroun sur des superficies utilisables à des fins agricoles de 9,2 millions d'hectares sur une surface nationale totale de 47 millions d'ha. Les terres arables représentent environ 7,2 millions d'hectares auxquels s'ajoutent environ 2 millions d'hectares de pâturages. En 2010, ce sont environ 3,7 millions d'hectares qui sont effectivement cultivés, soit 51,4% de la surface cultivable. Ces chiffres montrent que le potentiel en termes de terre est à peine entamé. Mais, face à ce potentiel, il faut noter que l'activité agricole familiale est plutôt rudimentaire, plus pratiquée en milieu rural (81,8%) qu'en milieu urbain (20,6%) avec des chiffres montrant que l'Extrême-Nord (80,9%), le Nord (79,9%), l'Ouest (77,8%) et le Nord-ouest (73,7%) sont les régions les plus tournées vers l'agriculture. Par ailleurs, et selon les mêmes sources, cette activité est beaucoup plus pratiquée par les ménages pauvres (88,3%) que par les ménages non pauvres (42,3%) (DCP PADFA II, 2019). Le PADFA II est mis en œuvre dans quatorze départements répartis dans quatre régions : l'Extrême Nord (Départements du Mayo Danay, Mayo Sava, Mayo Kani, Mayo Tsanaga, Diamare, Logone et Chari), le Nord (Départements de la Bénoué, Mayo Louti, Faro, Mayo Rey), l'Ouest (Département du Ndé) et le Nord-Ouest (Départements de la Mezam, Mechum et Ngoketundjia). Le riz est présent dans chacun de ces départements en divers systèmes de culture notamment la riziculture pluviale de plateau, la riziculture de bas-fond auxquelles s'ajoute la riziculture irriguée.

Le PADFA II couvrira en six ans un total de 23 626 ha (4 226 ha d'oignon et 19 400 ha de riz), soit une production totale de 74 750 T de paddy (59 750 T de Riz irrigué/bas-fonds et 15 000 T de riz pluvial). Seulement ce riz local fait face à une concurrence massive du riz importé dont les volumes sont croissants aux fins des années (500 000 tonnes en 2016 à 850 000 tonnes en 2019). Ces importations sont vendues à prix plus accessibles que les riz de production locale, particulièrement dans les métropoles urbaines des Régions non productrices à l'exemple de Douala, de Yaoundé et de Bafoussam. La flambée des prix des produits de première nécessité dont le riz a mis l'accent sur l'importance de la sécurité alimentaire au Cameroun qui à l'instar de beaucoup d'autres pays, veut augmenter sa production de riz paddy pour satisfaire ses besoins nationaux voire exporter l'excédent de production.

La stratégie d'intervention du projet est principalement axée sur :

- Le développement des chaînes de valeurs avec la consolidation et mise à échelle des acquis de la première phase en capitalisant sur les leçons apprises ;
- La promotion de la culture d'entreprise à travers les « plans d'affaires » ;
- L'approche multi-acteurs ;
- La démarche qualité et normalisation ;
- Les appuis différenciés en fonction de la maturité ;
- La démarche inclusive en faveur des plus vulnérables en particulier les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap ;
- La prise en compte de la dimension climatique et environnementale ;
- L'approche intégrée visant à améliorer la situation nutritionnelle des ménages vulnérables ;
- L'intervention à travers l'approche « faire-faire »

Plusieurs initiatives publiques et privées existent dans la CV riz au Cameroun. Quelques-unes ont été répertoriées (cf annexe 1). Dans les Régions d'intervention du projet, plusieurs les Etablissements Publics Administratifs, le Projet du gouvernement/BIP et des Partenaires Financier



et Techniques sont investis dans le développement de la filière riz, y compris à travers d'énormes investissements dans le segment de la transformation mécanisée du riz.

Tel est le contexte dans lequel, le projet envisage conduire une étude technique et suivi-contrôle de l'installation de 8 unités de transformation du riz dans les principaux bassins de production et en priorité pour les coopératives ci-dessous listées (tableau 1).

**Tableau 1 : Localisation des coopératives identifiées pour l'étude technique**

Région	Coopérative	Maillon	Option d'étuvage	Dpt /Ard	Localité
NORD	SOCCAPORAL	TRansformati on	oui	Bénoué/Lagdo	Lagdo
	SOCOOPRORAMOU	Production	oui	Mayo Louti/Mayo Oulo	DOurbeye
	COOP CA ANNOUR	TRansformati on		Bénoué/Bibemire	Garoua 2
EXTREM E-NORD	TPA-Coop	Transformati on	oui	Mayo danay/Yagoua	Yagoua/Bidim quartier éveche
	SCOOP CA AGA SIDDING DES AGRICULTEURS	Production		Mayo danay	Kai Kai
	SCOOPS SABOUR DE KAIKAI	Production		Mayo danay	Kai-kai
	COOPCA TAPAITOUAYA VELE	Production	oui	Mayo danay	Vele
	DAM DAM	Production		Mayo danay	Dam Dam
NW	Obang Rice Valley Cooperative	Production	oui	Mezam	Bafut/Obang
Ouest	Coop Promo	Transformati on	oui	NDE/Tonga	Tonga

## 2. Objectif de la Consultation

L'objectif principal de la consultation est de déterminer les conditions favorables à la mise en place de 8 unités modernes de transformation du riz auprès des bénéficiaires sélectionnés par le projet.

Le PADFA II souhaite conduire une étude détaillée visant à rendre compte de la faisabilité technique, financière, commerciale et environnementale de ces investissements d'envergure, de même que la préparation des plans de conception de génie civil, mécaniques et électriques de ces installations agro-alimentaires.

Cette étude permettra de poser un diagnostic technique et d'identifier aisément les contraintes et opportunités de montage du projet (y compris les possibilités de partenariat intercommunaux productifs et le choix des sites semi-industriels), ainsi qu'une analyse économique et financière de la rentabilité du projet. Sur la base de cette faisabilité technico-économique établie, le projet sera établi conformément à la réglementation environnementale en vigueur au Cameroun.

### Objectifs spécifiques

L'étude portera essentiellement sur 5 composantes majeures :

- l'installation de huit (08) unités modernes de transformation du paddy en riz blanc,
- l'installation différenciée de lignes de gestion/valorisation des co-produits (transformation du son de riz en aliments de complément ou aliments de bétails, transformation des balles de riz en briquette) dans chacune des 8 unités modernes de façon à optimiser la préservation de l'environnement

- l'installation d'une ligne d'étuvage du riz au sein de 3 de ces unités modernes susceptibles d'approvisionner le marché en riz étuvé de haute qualité marchande et nutritionnelle
- la mise en place d'un circuit performant de distribution des produits et co-produits sur les différents marchés ciblés et concurrentiels.
- le suivi-contrôle des travaux.

Ainsi les objectifs spécifiques ciblent à la fois les domaines techniques et socio-économiques. Les informations préalables à collecter dans la zone ciblée par le projet concernent les données relatives aux options d'emplacement du site industriel, aux potentialités d'approvisionnement, aux marchés locaux et internationaux intéressés par les produits des unités agro-alimentaires, à la disponibilité en personnel qualifié dans la zone d'étude. Les rapports devront ressortir l'étude architecturale, génie civil, mécanique et électrique pour la construction des unités semi/industrielle de transformation de riz.

En complément à ces conditionnalités techniques, le rapport d'étude fournira au projet, les options de pré-faisabilité de la construction des deux infrastructures post-récoltes complémentaires aux systèmes de transformation et de distribution précédemment cités :

- La construction de centres de collecte, de pré-nettoyage et de calibrage, de conditionnement des produits du riz (paddy, riz blanc, riz étuvé) et des coproduits (balles, son et dérivés) appartenant à des coopératives impliquées dans la riziculture intensive à base de variété à haut rendement,
- la construction d'unités modernes de collecte, de pré-nettoyage et de calibrage, de conditionnement des semences de base (y compris dispositif de conservation en chambres froide) et semences certifiées de riz appartenant à des coopératives semencières partenaires du projets et en collaboration avec les partenaires impliquées dans la production des semences élites (IRAD, SEMRY, PRODERIP, F-PRIA, UNVDA, VIVA-Bénoué, VIVA-Logone, RVCDP, etc ).

De manière opérationnelle, il s'agira de:

1. Réaliser une étude technique détaillée sur les quatre composantes du projet qui inclues les faisabilités technique, financière, commerciale et environnementale,
2. Entreprendre une étude de marché approfondie afin d'évaluer les opportunités et contraintes sur les marchés et définir une stratégie commerciale pour les entreprises, coopératives concernées par ces installations,
3. Evaluer les coûts du projet et développer un modèle financier bancable ;
4. Pré-identifier les impacts positifs et négatifs sur les composantes environnementales (air, eau, sol, flore, faune et l'humain) découlant des différentes activités du projet et proposer des mesures d'atténuation ou de compensation pour les impacts négatifs et des mesures de maximisation pour les impacts positifs ;
5. Elaborer un plan de gestion environnementale et sociale afin de prévenir ou de corriger les dommages du projet sur l'environnement ;
6. Elaborer un plan d'aménagement alliant esthétique, fonctionnalité, sécurité, durabilité, et aboutissant à un Avant-Projet Sommaire (APS) ;
7. Elaborer le dossier d'Avant-Projet Détaillé (APD) incluant les devis estimatifs et les dossiers d'appel d'offres (DAO) de construction des unités
8. Proposer les spécifications techniques de l'ensemble des machines et équipements requis pour les diverses unités de traitements post-récolte du riz
9. Proposer un bilan de la consommation énergétique des unités et des sources d'énergies nécessaires pour assurer la continuité du projet ;

10. Proposer le schéma et appareillage électrique détaillé des installations (Câblerie, équipement de protection, coffret, etc.).
11. Suivre les travaux de construction des unités de transformation de riz

### 3. Résultats et livrable attendus

#### 3.1. Résultats attendu

- Les études techniques complètes (APS et APD) sont réalisées ;
- Les documents de marché sont élaborés, en vue du recrutement d'entreprises chargées de la réalisation des travaux de construction et fournitures des équipements;
- Le suivi des travaux d'aménagement est assuré.

Le PADFA II conformément aux ambitions transformationnelles de l'agriculture camerounaise envisage la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'installation de transformation du paddy, répondant à la triple perspective de (i) valorisation du potentiel rizicole existant au Cameroun, (ii) satisfaction d'une demande sans cesse croissante en riz usiné localement, demande en provenance du marché national et transfrontalier (CEEAC et Nigeria), (iii) dynamisation de l'économie locale et nationale à travers l'amélioration de la situation financière des ménages de riziculteurs organisés en coopératives, la création d'emplois pour les jeunes et les femmes en particulier mais aussi à faire entrer des devises pour l'économie nationale.

Relativement aux objectifs stratégiques, il s'agit de fournir une contribution (i) à l'augmentation de la production du riz (OS 1 du FIDA); (ii) à l'amélioration de la conservation, la transformation et la mise en marché des productions (OS 2 du FIDA); (iii) au renforcement de la résilience et des capacités techniques et organisationnelles des producteurs des filières cibles (OS 3 du FIDA) ; (iv) à l'amélioration de la situation nutritionnelle des ménages.

#### 3.2. Livrables de la prestation

Les livrables attendus à l'issue de la prestation sont :

##### A- Phase d'études : tranche ferme

- Rapport de démarrage incluant l'approche méthodologique et le chronogramme (incluant les dates de dépôt de chacun des livrables dans la suite) ;
- Un rapport de faisabilité incluant
  - o Le volet agro-économique et financier
  - o Le volet électromécanique
  - o Le volet architectural et génie civil
  - o Le volet procédé et agro-alimentaire
  - o Le volet environnemental ;
- Rapport d'Avant-Projet Sommaire (APS)
  - Les propositions de travaux assorties aux évaluations sommaires des coûts.
- Rapport d'Avant-Projet Détaillé (APD) comprenant :
  - Un mémoire explicatif et justificatif qui explique et justifie tous les choix et décisions pris pour l'exécution des études, incluant le chronogramme d'exécution des travaux proposés ;
  - Une note de calcul du projet;
  - Un dossier des résultats des études techniques;
  - Un dossier de plan ;



- Les devis des travaux, en explicitant clairement les lots à réaliser par les bénéficiaires en guise de contrepartie ;
- Les Dossiers d'Appel d'Offres pour le recrutement des entreprises chargées de la réalisation des travaux et fournitures des équipements de transformation du riz.

#### B- Phase de suivi-contrôle : tranche conditionnelle

Le Prestataire est tenu de remettre les documents ci-après :

##### ⚡ Jusqu'à la réception provisoire

- Pour la première tranche et les tranches intermédiaires :
  - Le programme des travaux ;
  - Le planning de chantier ;
  - Le rapport consolidé de contrôle de qualité des fournitures de matériaux et équipements ;
  - Les documents de gestion des besoins et stocks de matériaux ;
  - Le rapport consolidé de contrôle sur la mise en œuvre des matériaux ;
  - Les comptes rendus des visites de chantier ;
  - Les comptes rendus des réunions de chantier avec l'entrepreneur et le PADFA II ;
  - Les rapports hebdomadaires d'avancement des travaux ;
  - Les documents techniques sur les éventuels avenants ou variantes proposées par le PADFA II ;
  - Le rapport d'achèvement des travaux du lot ;
  - Les plans de recollement ;
  - L'examen des réclamations éventuelles de l'entreprise et les recommandations quant aux mesures à prendre.
- Pour la dernière tranche (correspondant au dernier lot de travaux)
  - Le programme des travaux ;
  - Le planning de chantier ;
  - Le rapport consolidé de contrôle de qualité des fournitures de matériaux et équipements ;
  - Les documents de gestion des besoins et stocks de matériaux ;
  - Le rapport consolidé de contrôle sur la mise en œuvre des matériaux ;
  - Les comptes rendus des visites de chantier ;
  - Les comptes rendus des réunions de chantier avec l'entrepreneur et le PADFA II ;
  - Les rapports hebdomadaires d'avancement des travaux ;
  - Les documents techniques sur les éventuels avenants ou variantes proposées par le PADFA II ;
  - Le rapport d'achèvement des travaux du lot ;
  - Les plans de recollement ;
  - L'examen des réclamations éventuelles de l'entreprise et les recommandations quant aux mesures à prendre ;
  - Le procès-verbal de réception provisoire.

##### ⚡ À la réception définitive

- Rapport de situation des constructions renseignant sur l'état des lieux des unités de transformation et toutes les opérations de maintenance éventuelles qui y ont été menées ;
- Le procès-verbal de réception définitive.

#### 4. Portée de l'étude

## 4.1. Etude de faisabilité technique

### a. Résultats attendus

De façon spécifique, l'étude de faisabilité devra ressortir à travers ses rapports:

- Un diagnostic du système d'approvisionnement (production, collecte, conditionnement etc) en riz ;
- Une analyse technique du processus de valorisation du riz en produit (paddy, riz blanc, riz étuvé) et coproduits (son de riz, balle de riz, briquettes de balle de riz, farine de son de riz) avec le meilleur scénario coût-investissement ;
- Une analyse des capacités techniques et organisationnelles à mettre en place pour la durabilité des investissements envisagés.

### b. Tâches du prestataire

Le prestataire, pour l'étude de faisabilité technique, devra entreprendre une étude détaillée des technologies performantes et appropriées de production de riz (variété à haut rendement) et de transformation produits et coproduits de haute qualité. Cette étude devra couvrir les aspects suivants :

#### (i) Approvisionnement en paddy

- Analyser la disponibilité spatio-temporelle en matière première pour répondre aux objectifs de valorisation du riz via les entreprises coopératives impliquées dans la transformation du riz dans les Régions ciblées ;
- Proposer les variétés performantes au plan agronomique (rendement amélioré) et technologique (produits dérivés de haute qualité) ;
- Evaluer les besoins (annuel et journalier) en matières premières pour satisfaire les objectifs de production des produits du riz;
- Evaluer les ressources financières, matérielles et humaines nécessaires pour la mise en place des unités agro-alimentaires;
- Evaluer les pratiques existantes de production et de transformation du riz dans les localités ciblées et proposer un système de contrôle de qualité et de traçabilité au long de la filière ;
- Proposer un modèle de collaboration durable et équitable avec les producteurs de riz organisé en coopératives dans les zones d'intervention du PADFA II.

#### (ii) Transformation du riz paddy en riz cargo, riz blanc, riz étuvé de haute qualité

- Proposer un processus efficace de fabrication des produits de qualité répondant aux exigences des marchés ;
- Proposer les installations, équipements et consommables nécessaires pour atteindre les objectifs du projet en termes d'équipements de transformation, de consommables (pour la transformation, le conditionnement), de matériels de manutention, d'équipement de stockage, d'équipement de conditionnement et les besoins en pièces de rechange et en maintenance ;
- Identifier les infrastructures nécessaires et les exigences pour les bâtiments notamment sur l'usine de transformation, les services publics, le bureau, l'entrepôt, l'atelier, les passerelles etc ;
- Identifier les sources d'utilités appropriées pour tous les services utilitaires (électricité, eau, vapeur et ventilation), la gestion des déchets et installations appropriées de traitement des effluents ; la communication ; et le transport;
- Proposer une traçabilité et assurance qualité notamment du système d'assurance qualité pour garantir la conformité avec les standards des marchés visés.

### (iii) Capacités techniques et organisationnelles

- Passer en revue la structure de gestion et l'organisation actuelle des coopératives bénéficiaires et faire des recommandations sur le personnel technique existant et sur les besoins futurs en ressources humaines ;
- Proposer un planning opérationnel de mise en œuvre des unités agro-alimentaires;
- Identifier les problèmes et les risques susceptibles de menacer la durabilité opérationnelle des installations et recommander des moyens de minimiser les effets de tels risques sur la viabilité des activités.

## 4. 2. Etude de faisabilité financière

### a. Résultats attendus

Les résultats attendus pour l'étude de faisabilité financière sont :

- Evaluer les coûts prévisionnels du projet (investissement et fonds de roulement) pour chaque composante du projet ;
- Développer le modèle financier en une proposition bancaire ;
- Identifier les risques financiers du projet ;
- Etablir le schéma de mobilisation de financement ;

### b. Tâches du prestataire

Plus précisément, les tâches du prestataire se résumeront comme suit:

#### (i) Evaluer les coûts prévisionnels du projet pour chaque composante du projet.

Il s'agira de:

- Evaluer les charges (d'exploitation et autres charges externes) ;
- Evaluer les besoins en investissement, amortissements et fonds de roulement nécessaires pour la mise en œuvre du projet.

#### (ii) Réaliser un modèle financier bancaire

- Préparer un plan de profit et faire des prévisions de trésorerie ;
- Elaborer un modèle financier en une proposition bancaire ;
- Tester des scénarios de sensibilité du modèle financier.

#### (iii) Dresser un schéma de mobilisation de financement

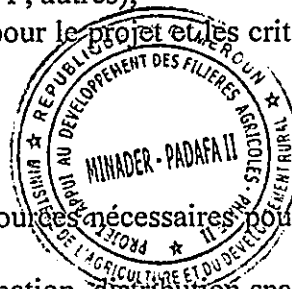
- Proposer un schéma de mobilisation de financement tenant compte des ressources actuelles et futures des parties prenantes (Projet, coopérative, IFP, autres);
- Proposer des mécanismes de financement potentiels pour le projet et les critères d'accès à ces mécanismes.

## 4. 3. Etude de marché

### a. Résultats attendus

Pour l'étude de marché, le prestataire mobilisera les ressources nécessaires pour atteindre les résultats suivants:

- Les tendances clés (offre, demande, modes de consommation, distribution spatiotemporelle, prix, qualité, segmentation du marché, les parts de marchés, le profil et le comportement des acteurs du marché) du secteur du riz sur les différents marchés ciblés ;
- Les moteurs de croissance et les opportunités sur chaque marché ciblé ;
- Le profil de la clientèle et établir un répertoire de distributeurs/vendeurs potentiels
- La structure des prix, les mécanismes de contrôle des prix, les subventions, les remises, la réglementation des importations sur le riz, ses dérivés et les produits de la concurrence (aliments du bétail, aliments infantiles notamment) ;



- Proposer un positionnement optimal pour saisir les opportunités des différents marchés
- Faire état de la concurrence sur chaque type de marché et les avantages concurrentiels fondés sur le coût ou sur la différenciation ;
- Identifier les barrières à l'entrée sur les différents marchés ;
- Proposer un plan marketing pour la distribution du produit (politique de prix, système de distribution, communication marketing) sur les différents marchés cibles.

#### **b. Tâches du prestataire**

Les tâches du prestataire seront les suivantes (et toute autre tâche que le Consultant jugera nécessaire d'ajouter). Elles devront se concentrer principalement sur les marchés Camerounais, de la zone CEMAC et du géant Nigérian. Il s'agira de :

- Faire un aperçu statistique ;
- Faire une analyse de la segmentation du marché ;
- Identifier la taille du marché et perspectives de croissance ;
- Analyser les développements récents, les écarts entre l'offre et la demande ;
- Analyser la stratégie de pénétration du marché ;
- Décrire les principales tendances du paysage concurrentiel (profils, forces et faiblesses des principaux concurrents) ;
- Dresser les profils des acteurs clés sur les stratégies de tarification des principaux acteurs, les stratégies commerciales des principaux acteurs, la stratégie marketing des principaux acteurs, la stratégie opérationnelle des principaux acteurs ;
- Analyser l'environnement réglementaire sur les normes et spécifications existantes pour les produits agricoles, les principaux régulateurs, les exigences réglementaires et les perspectives de réglementation ;
- Analyser les facteurs clés de réussite ;
- Identifier les risques critiques et facteurs atténuants.

### **4. 4. Étude socio-environnementale**

#### **a. Résultats attendus**

De façon générale, l'étude fera ressortir les interactions entre les activités du projet et le milieu récepteur de l'environnement. Conformément aux normes environnementales en vigueur au Cameroun et à la politique environnementale du FIDA, les résultats spécifiques ci-dessous sont attendus :

- L'analyse des aspects politique, juridique et institutionnel en vigueur au Cameroun en rapport aux investissements prévisionnels et les exigences clés en termes de protection de l'environnement ;
- L'inventaire détaillé de l'état initial des sites incluant les plans, cartes et figures utiles, de l'environnement naturel, socio-économique et humain en mettant l'accent sur les zones sensibles, les différents écosystèmes fragiles (pente, type de sol, distance aux habitations les plus proches (km), autres distances vis-à-vis des éléments d'intérêt pour la préservation de l'environnement (cours/plan d'eau, activité touristique, ZIC, barrage, forêt etc)
- L'analyse comparative par méthode d'exploitation des options de réalisation du projet et les justifications techniques des choix pour les installations tenant compte des préoccupations environnementales ;
- L'analyse des principaux enjeux du projet (enjeux économiques, enjeux sociaux et enjeux environnementaux) ;
- L'analyse des impacts prévisibles, directs, indirects et cumulatifs des activités des centres de conditionnement et des unités de transformation sur le milieu récepteur ;
- Les mesures envisagées pour compenser, réduire et si possible, supprimer les impacts ressortis du projet sur les composantes du milieu récepteur ;

- L'évaluation des risques liés au projet et les mesures à prendre en cas d'urgence ;

#### **b. Tâches du prestataire**

Les tâches se résument aux points suivants:

##### **(i) Aspects juridiques et institutionnels**

Il s'agira de présenter le contexte politique, juridique et institutionnel dans lequel se déroule l'étude. A ce titre, le prestataire devra justifier le projet et faire une présentation sommaire des secteurs d'activités du projet en rapport aux politiques, stratégies et programmes nationaux ou sous régionaux. C'est-à-dire les différents textes nationaux et internationaux en rapport à la catégorie de projets agricoles concernés

##### **(ii) Description de l'état initial de l'environnement**

###### *Délimitation des zones d'étude*

Le prestataire devra se fixer des limites tout en se fondant sur les zones potentielles d'interaction maximale entre le projet et l'environnement afin de limiter la quantité d'information à réunir et à analyser, de se concentrer sur les questions les plus pertinentes et de faire des propositions concrètes et réalistes. L'étude justifiera les limites retenues en termes de Zone d'étude locale (ZEL), Zone d'Etude Régionale (ZER) et Zone des impacts cumulatifs.

###### *Description des composantes pertinentes de l'environnement*

L'étude décrira de la façon la plus exhaustive possible les composantes pertinentes de l'environnement, sur la base des données disponibles complétées par des inventaires tant quantitatifs que qualitatifs. Cette description fera ressortir : l'état de l'environnement dans la zone délimitée pour l'étude au moment de la conduite de l'étude ; les informations pertinentes sur les modifications susceptibles de se produire pendant toute la durée de vie du projet. L'accent sera mis sur les points suivants :

###### *\* Milieu physique*

Faire une caractérisation détaillée du micro climat, la topographie, la qualité de l'air, le relief, la qualité des sols, les risques naturels etc.

###### *\* Milieu biologique*

Fournir des informations sur les espèces végétales et animales avec un accent particulier sur les espèces rares, les espèces menacées, les espèces endémiques et les ressources d'importance culturelle, sociale ou économique.

###### *\* Milieu humain*

Considérer les aspects qui dépendent des changements de l'environnement (santé publique, vulnérabilité aux catastrophes, risques...) et l'ensemble des conditions socioéconomiques qui pourraient être affectés par le projet (les activités socio-économiques, les emplois et marché du travail ; les aspects culturels et culturels...).

##### **(iii) Description du projet et analyse des alternatives**

Tenir compte des activités du projet, pour présenter les caractéristiques techniques du projet; une description détaillée des phases du projet; les avantages et inconvénients pour chaque option et les éléments justificatifs de la variante retenue.

##### **(iv) Analyse des enjeux du projet**

Les principaux enjeux liés à la réalisation du projet seront relevés relativement aux piliers économiques, sociaux, environnementaux et interculturel du développement durable

**(v) Analyse des impacts sur l'environnement**

Procéder par plusieurs étapes, notamment, l'identification, la caractérisation et l'évaluation pour ressortir les impacts potentiels liés à l'exécution du projet. Le prestataire aura à décrire les méthodes utilisées pour identifier et évaluer ces impacts. Mettre l'accent sur l'identification des interactions environnementales qui demanderont des analyses quantitatives et de celles qui feront l'objet d'analyses qualitatives.

**(vi) Analyse des risques**

Les principaux risques liés à l'environnement dans l'exécution du projet doivent être identifiés. L'objectif est de ressortir les risques nécessitant un changement dans la conception du projet ou l'adoption de mesures spécifiques d'adaptation. La caractérisation et l'évaluation seront faites suivant des méthodes bien définies ou des critères prédéfinis.

**(vii) Mesures de maximisation, compensation, atténuation et réduction, etc.**

Proposer des mesures adéquates de sorte à améliorer les impacts positifs et à réduire, éliminer ou compenser les impacts négatifs du projet sur l'environnement et le social. Le prestataire cherchera à optimiser ces mesures en considérant les politiques environnementales nationale et internationale en terme d'utilisation rationnelle des ressources et prévention de la pollution, sécurité des populations, conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles, Droits des peuples autochtones, sauvegarde du patrimoine culturel...

**4.5. Etude de plan architectural, génie civil, mécanique et électrique**

**a. Résultats attendus**

Les résultats attendus au terme de l'étude sont :

- Un plan d'aménagement alliant esthétique, fonctionnalité, sécurité, durabilité, et aboutissant à un Avant-Projet Sommaire (APS) est élaboré ;
- Le dossier d'Avant-Projet Détaillé (APD) incluant le devis estimatif, et l'élaboration du dossier d'appel d'offres (DAO) sont élaborés ;
- Des lignes de transformation du paddy en riz blanc, en riz étuvé et en coproduits sont proposées avec des équipements de nouvelles technologies (alimentaire, énergétique etc) ;
- Le schéma et appareillage électrique détaillé des installations (câblerie, équipement de protection, armoire électrique, ...) est proposé;
- Le bilan de la consommation énergétique des unités est fait;
- Des sources d'énergies nécessaires pour assurer la régularité de la production sont proposées;
- Un système de dispatching, de gestion optimiste des sources d'énergies et des mesures d'efficacité énergétique est proposé;
- Une description et coûts des équipements y compris les installations et la formation initiale au fonctionnement est faite.



**b. Tâches du prestataire**

Dans le cadre de l'exécution de cette mission, les tâches du prestataire sont décrites comme suit :

**(i) Etude architecturale**

- Effectuer l'inventaire et le repérage des sites, et identifier les contraintes physiques, climatiques et environnementales ;
- Définir les options techniques pour les travaux d'aménagement ;

- Etablir les rapports de conception des ouvrages, consistance et pré-dimensionnement des travaux à réaliser (bâtiment et ses annexes, aménagement extérieur et VRD), des cartes, des plans et des devis descriptifs, quantitatifs et estimatifs sommaires ;
- Estimer les coûts des travaux d'aménagement et d'investissement proposés ;
- Etudes techniques préalables et Avant-Projet Sommaire (APS);
- Constituer le dossier architectural : plan de situation, plan de masse, plan aménagé par niveau, plan coté par niveau, plan de plomberie par niveau, plan d'électricité par niveau, plan de climatisation, plan de calepinage carreaux, coupes, façades, détails des fosses septiques et puisards, le devis descriptif des travaux, le devis quantitatif et estimatif des travaux, etc.;
- Constituer le dossier d'ingénierie : notes de calcul complètes, plan de fondation, plan de longrines et de dallage, plan de plancher (coffrage + poutraison), détails éléments divers, les plans de poutraison par niveau d'étage, le devis quantitatif des travaux de maçonnerie, etc.

#### (ii) Etude électrique et mécanique

- Définir les caractéristiques techniques des équipements électriques et des machines pour la transformation ;
- Proposer de fournisseurs éventuels et le service après-vente ;
- Proposer le schéma et appareillage électrique détaillé du bâtiment (câblerie, équipement de protection, armoire électrique, ...);
- Faire le bilan de la consommation énergétique de l'usine ;
- Evaluer le potentiel énergétique à valoriser sur chaque site par l'unité de transformation ;
- Proposer une combinaison des sources d'énergies pour assurer la continuité du fonctionnement des unités de transformation ;
- Proposer un système de dispatching, de gestion optimiste des sources d'énergies et des mesures d'efficacité énergétique ;
- Faire une description et coûts des équipements y compris les installations et la formation initiale au fonctionnement.

#### 4.6. Suivi et contrôle des travaux : tranche conditionnelle

##### Objectif du suivi/contrôle

Le consultant firme sera chargé d'assurer le contrôle et surveillance de la réalisation des travaux tels que définis dans le cahier des charges et les spécifications techniques y afférents, conformément aux clauses contractuelles acceptées par l'entreprise des travaux. Le Prestataire se conformera aux instructions qui lui sont données par le PADFA II concernant le programme des travaux, les délais, l'ordre d'urgence des travaux et les modalités d'exécution.

##### Rôle, attributions et tâches

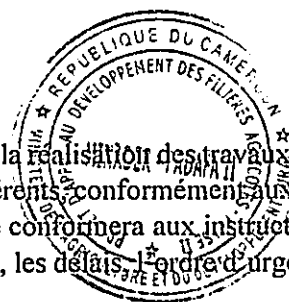
###### Rôle

Le Prestataire est chargé du contrôle de la bonne exécution de l'ensemble des travaux et doit veiller au respect :

- Des quantités prévues ;
- De la qualité exigée à travers les spécifications techniques ;
- Des délais d'exécution requis.

###### Attributions

Pour ce faire, il est chargé de :



- Revérifier les offres techniques des entreprises titulaires des travaux et valider les calendriers de l'exécution des travaux ;
- Vérifier et contrôler les fournitures et matériels avant tous les travaux ;
- Suivre et contrôler la mise en œuvre par rapport au contrat entre le PADFA II et l'Entreprise titulaire des travaux ;
- Effectuer la réception technique des travaux avec les procès-verbaux de réception: réception provisoire des travaux à la date de fin des travaux et réception définitive à la date de fin de garantie des travaux ;
- Établir, à sa charge et en liaison avec le PADFA II, tous les documents de contrôle de l'exécution des travaux.

Le Prestataire est le conseil du PADFA II pour la défense de ses intérêts, notamment en matière de litige éventuel. Ainsi, il l'accompagnera durant les différentes phases de la construction, notamment les travaux, les réceptions (provisoires et définitives), la période de délai de garantie.

### Tâches

Sur le plan administratif, il sera chargé de :

- Vérifier la tenue du journal de chantier ;
- Préparer les rapports d'avancement des travaux et les comptes rendus périodiques des activités ;
- Préparer les activités des surveillants techniques détachés sur le chantier ;
- Préparer les avenants éventuels au contrat pour soumission au PADFA II ;
- Proposer l'arrêt éventuel des travaux en cas de graves malfaçons ;
- Participer à la réception provisoire et à la réception définitive des travaux ;
- Veiller à la bonne collaboration de tous les intervenants ;
- Jouer autant que possible un rôle Prestataire-Opérateur dans le règlement des différends susceptibles de se produire ;
- Effectuer les relevés contradictoires permettant de calculer les quantités effectivement exécutées pour l'établissement des décomptes (attachements) ;
- Soumettre au PADFA II le paiement des décomptes préalablement vérifiés.

Sur le plan technique, il sera chargé de :

- S'assurer du respect par l'entrepreneur des normes de construction des conditions de travail ;
- Informer sans délai le PADFA II des malfaçons nuisibles à la qualité des travaux ;
- Procéder à l'échantillonnage et aux essais des matériaux sur le chantier ;
- Recueillir les échantillons pour les essais en laboratoire ;
- Donner les conseils techniques à l'entrepreneur en fonction des besoins ;
- Veiller à ce que l'entrepreneur respecte les délais prévus (planning) ;
- Contrôler la qualité des matériaux mis en place par l'entrepreneur ;
- Conseiller le PADFA II sur les modifications éventuelles à apporter aux plans, spécifications ou méthodes de construction ;
- Contrôler la bonne exécution des travaux confortatifs avant les réceptions ;
- Préparer les plans de recollement des réalisations achevées.

### 5. Méthodologie de travail

La méthodologie préconisée est itérative et participative compte tenu des exigences de temps. La méthodologie de réalisation des études sera élaborée par le consultant firme et fera l'objet de validation avant sa mise en œuvre. Le prestataire travaillera en étroite collaboration avec la Coordination Nationale du PADFA II, le FIDA et les services publiques pour une conformité des études.

La démarche proposée par le prestataire doit être claire et détaillée. Elle doit présenter les différentes activités ou tâches à mener pour atteindre les objectifs de la mission. Elle doit être raisonnée selon un timing acceptable qui permet de fournir à temps les livrables. Cependant, la méthodologie à utiliser devra inclure :

- Une analyse documentaire approfondie ;
- des analyses qualitatives et quantitatives des informations pertinentes du projet et du secteur;
- des réunions de prise de contact et des échanges périodiques avec les personnes ressources du PADFAII et des structures déconcentrées impliquées dans le développement agro-alimentaire;
- des rencontres avec des acteurs clés de la chaîne de valeur du riz dans les bassins PADFA II;
- des enquêtes de terrain auprès des ménages et des distributeurs de produits semis finis et finis du riz;
- des entretiens semi-structurés avec les parties prenantes du projet et des acteurs du marché;
- une phase de restitution et de validation des rapports, plan d'action etc. ;

## 6. Critère de pré-qualification des consultants

Critères/Sous-critères	Poids
<b>(i) Expériences générales du consultant</b>	<b>30</b>
Nombre d'années d'existence	5
Nombre d'années d'expérience dans la réalisation d'études techniques/ de faisabilité	15
Expérience dans la zone/région du projet	10
<b>(ii) Expériences spécifiques du consultant</b>	<b>60</b>
Expérience dans la réalisation des études de faisabilité/techniques dans le secteur agricole	25
Expérience dans la réalisation des études d'installation des unités de transformation de produits agricoles	25
Expérience dans des études de faisabilité/installation des unités de transformation du riz	10
<b>(iii) Disponibilité du personnel qualifié</b>	<b>10</b>
Capacité du consultant à disposer d'une équipe pour une meilleure exécution de la mission	10

## 7. Profil du personnel clé

Le Consultant recherché pour la réalisation de cette étude devrait avoir une expérience avérée dans la conduite d'études de faisabilité technique et économique, de marché, d'évaluation d'impact environnemental et d'étude de plan architectural, de génie civil, de mécanique et électrique pour des projets d'installation d'unités de transformations agro-alimentaires. Il devra disposer d'une équipe pluridisciplinaire constituée d'un expert agro-économiste (chef de mission), un spécialiste en gestion de l'environnement, un architecte industriel, un ingénieur électromécanicien et un ingénieur agro-alimentaire. Les qualifications et expériences spécifiques au chef de mission et aux autres personnels sont les suivantes :

### 7.1. Un agro-économiste (chef de mission)

Il devra justifier :

- au moins quinze (15) ans d'expériences dans les études de faisabilité et d'élaboration des projets d'investissement agricoles avec une bonne connaissance du secteur privé agro-industriel au Cameroun ;
- Être titulaire d'un diplôme universitaire de troisième cycle ou d'un Bac+5 (au minimum) en économie, agroéconomie, en gestion ou dans une discipline assimilée;

- Avoir une expérience confirmée dans l'accomplissement de missions similaires avec succès au Cameroun, en Afrique ou une expérience au sein d'institutions internationales de développement dans le domaine de l'analyse de faisabilité de projets agro industriels;
- Avoir une connaissance approfondie de l'environnement socio-politique, économique et commerciale des Régions d'intervention du PADFA II et des régions transfrontalières (CEEAC et Nigéria) ainsi que de l'organisation et du fonctionnement des institutions d'appui au développement des PME et de promotion des investissements dans l'agro-industrie tropicale.
- Avoir une expérience en matière de décentralisation, de cadre institutionnel et organisationnel, d'initiatives économiques communales.

### 7.2. Un spécialiste en gestion de l'environnement

Il devra justifier des compétences suivantes :

- Être titulaire d'un diplôme d'Ingénieur (Bac + 5 au minimum) en sciences de l'environnement, en géographie ou dans une discipline assimilée
- au moins une dizaine (10) d'années d'expérience et ayant dirigé des missions d'Evaluation Environnementale pour des projets ou entreprises agro-industrielles ;
- une expertise en droit de l'environnement, ayant au moins 10 ans d'expérience d'analyse politique, juridique et institutionnelle ;
- Une expertise en analyse des risques et études de dangers, ayant une bonne expérience et une maîtrise des enjeux et risques liés aux projets agro-alimentaires.

### 7.3. Un architecte industriel

Il devra justifier des compétences suivantes :

- Être titulaire d'un diplôme d'Ingénieur (Bac+5 au minimum) du génie civil ou génie rural ou dans une discipline assimilée
- Au moins 10 ans d'expérience professionnelle avec des références internationales ;
- Expérience dans la conception et la réalisation de plans architecturaux pour des unités agro-industrielles
- Avoir de l'expérience sur des projets de construction industrielle et ou agricole
- Avoir de l'expériences en contrôle et surveillance des travaux de construction ;
- Maîtrisant l'outil informatique (Word, Excel, MS Project, 3D et AutoCAD ou autres logiciels).

### 7.4. Un ingénieur électromécanicien

Il devra justifier des compétences suivantes :

- Être titulaire d'un diplôme d'Ingénieur (Bac+5 au minimum) du génie mécanique ou maintenance industrielle et productique ou dans une discipline assimilée
- Disposer d'au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de l'énergie électrique et dans la mécanique industrielle ;
- Justifier d'une expérience de chantiers dans le secteur industriel ou agro-alimentaire ;
- Avoir une expérience dans la conception des installations électriques HT/BT et la détermination des caractéristiques techniques : câblages, armoires électriques, motorisation etc.;
- Avoir une maîtrise des logiciels de calcul mécanique ou de simulation.

### 7.5. Un ingénieur agro-alimentaire

Il devra justifier des compétences suivantes :

- Être titulaire d'un diplôme d'Ingénieur (Bac+5 au minimum) agro-alimentaire ou technologie alimentaire ou dans une discipline assimilée



- Disposer d'au moins 10 ans d'expérience dans le secteur agro-alimentaire et dans la transformation agro-industrielle ;
- Justifier d'une expérience de chantiers dans le secteur industriel ou agro-alimentaire ;
- Avoir une expérience dans la conception des installations agro-alimentaires et les procédés alimentaires (détermination des spécifications techniques des équipements et machine, dimensionnement des unités de transformation, élaboration des profils des équipes etc);
- Avoir une bonne connaissance des systèmes post-récolte des céréales et du riz en particulier serait un atout.

## 8. Durée et planning de l'étude

La durée estimée des services est de quatre (4) mois. Le Planning prévisionnel de l'étude sera proposé par le prestataire et conjointement validé par le PADFA II et le FIDA.

Le chronogramme de la réalisation de l'étude est fixé ainsi que ci-dessous.

- T0+10 jours : Reconnaissance des lieux, réunion de cadrage avec le maître d'ouvrage (Rapport de démarrage) ;
- T0+50 jours : Rapport de diagnostic, Rapport d'APS et rapport provisoire de faisabilité
- T0+60 jours : Observations sur les 3 rapports (diagnostic, APS et faisabilité) choix des hypothèse et modèle technico-économiques à retenir avec les bénéficiaires; Les parties s'accorderont pour préparer et organiser la restitution de l'étude auprès des CTD et Groupe cibles concernées.
- T0+90 jours : Rapports provisoires d'APD, rapport final de faisabilité et draft des DAO ;
- T0+110 jours : Observations sur les rapports provisoire d'APD, rapport final de faisabilité et DAO provisoire ;
- T0+120 jours : Rapport définitif d'APD, de faisabilité et DAO, et fin de la prestation.
- Le PADFA II procédera à la réception définitive du rapport de l'étude de faisabilité.
- La transmission finale des rapports et autres livrables sera effective.

## 9. Méthode de sélection

La méthode de sélection est la Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC), conformément aux procédures d'Appel d'Offres National spécifiées dans le Guide pratique de passation des marchés du FIDA de Septembre 2021 et au Code des Marchés Publics du 20 juin 2018.

### Annexe 1 : Prise en compte des modalités d'intervention

La crise dans le Nord-Ouest et l'insécurité au septentrion étant des risques potentiels d'entrave à la bonne exécution du PADFA II, les mesures suivantes ont été considérées, conformément à la stratégie du Projet.

<i>Axes interventions du PADFA II en zone d'insécurité</i>	<i>Mesure spécifique prise en vue de la réalisation de cette activité</i>
Priorisation du télétravail	Le consultant considérera le télétravail et les rencontres virtuelles pour ne pas être contraint de se rendre dans les bassins en insécurité
Délocalisation des activités de terrain pilotées dans les zones stables	la tenue des rencontres pourra être délocalisée dans les Départements les moins à risque
Collaboration avec les services publics déconcentrés locaux	la mise à contribution des services publics déconcentrés a été priorisée
Information des services compétents en matière de sécurité et défense	Le DRADER compétent sera informé de la nécessité de saisir ces services compétents en matière de sécurité et défense

